

sion du Règlement et des pétitions [26 juin 1946] (p. 2555); de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [10 septembre 1946] (p. 3589).

Dépôt :

Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de résolution de M. Abbas et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réparer les torts matériels subis par les familles françaises et musulmanes lors des événements du 8 mai 1945 et les jours suivants en Algérie, n° 931.

Interventions :

Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement ; *Ses explications de vote* [26 juin 1946] (A., p. 2570) ; — du rapport de M. Archidice sur les opérations électorales du département d'Alger et du territoire de Ghardaïa [19 juillet 1946] (p. 2731) ; — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Ses explications de vote* [23 août 1946] (p. 3288) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Art. 21 : *Dispositions relatives à l'Algérie* [4 octobre 1946] (p. 4547) ; *Amendement de M. Abbas* (p. 4548) ; Art. 23 : *Soutient l'amendement de M. Abbas* (p. 4550) ; *Second amendement de M. Abbas* (p. 4552) ; Art. 24 : *Amendement de M. Abbas* (p. 4553) ; *le retire* (ibid.) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4563).

SCHAFF (M. Joseph), Député du département de la Moselle.

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554).

Dépôt :

Le 13 septembre 1946, une proposition de loi tendant à supprimer l'effet rétroactif de l'ordonnance du 23 juillet 1945 relative au cumul de deux ou plusieurs pensions, n° 813.

Interventions :

S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (A., p. 2674). — Obtient un congé (*ibid.*).

SCHAUFFLER (M. Charles), Député du département de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [30 juillet 1946] (p. 2840).

Dépôt :

Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 permettant, sous certaines conditions, au propriétaire ou au locataire principal de reprendre les locaux d'habitation pour les occuper lui-même, n° 446.

Interventions :

Participe à la discussion d'une interpellation de M. André sur la politique de ravitaillement du Gouvernement : *Situation des commerçants* [8 août 1946] (A., p. 3053). — Demande à interpellier sur la situation particulière des transporteurs routiers du fait de l'augmentation du prix de l'essence [10 septembre 1946] (p. 3587) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion [12 septembre 1946] (p. 3686). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 44 : *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4040) ; ECONOMIE NATIONALE : Chap. 7 : *Ses observations* [2 octobre 1946] (p. 4438) ; — du projet de loi tendant à accor-

der à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : Art. 1^{er} : *Son amendement* [1^{er} octobre 1946] (p. 4322).

SCHERER (M. Marc), Député du département de la Haute-Marne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

Interventions :

Son rapport, au nom du 2^e bureau : sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime [12 juin 1946] (A., p. 2502); sur les opérations électorales du territoire de la Côte d'Ivoire, Collège des non-citoyens [18 juin 1946] (p. 2719); Collège des citoyens [6 août 1946] (p. 3033). — Participe à la discussion du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : *Discussion générale* [27 septembre 1946] (p. 4162).

SCHIEVER (M. Georges), Député du département de l'Yonne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

SCHMIDT (M. Robert), Député du département de la Haute-Vienne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

SCHMITT (M. Albert), Député du département du Bas-Rhin.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

Dépôts :

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi relative au prêt au mariage, n^o 80. — Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n^o 81. — Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à instituer le prêt au mariage, n^o 284.

Interventions :

Participe à la discussion d'une interpellation de M. Marin concernant le projet de loi sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3169). — S'excuse de son absence [14 juin 1946] (p. 2537), [23 juillet 1946] (p. 2750). — Obtient un congé [23 juillet 1946] (p. 2750).

SCHMITT (M. René), Député du département de la Manche.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

Dépôts :

Le 8 août 1946, une proposition de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre, n^o 405. — Le 22 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Maurice Petsche et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la réparation intégrale des dommages de guerre, n^o 503. — Le 12 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer des bons de priorité qui seraient remis aux propriétaires de voitures automobiles réquisitionnées afin de leur per-